

COMMERCE DES ARMES

Politique ou logique économique ?

Des milliers d'euros tombent chaque seconde dans les poches des producteurs d'armes, ce qui préserve aussi des emplois. Mais la logique économique s'oppose à la sécurité et à la paix dans de nombreuses régions du monde. Décryptage.

Depuis l'ouverture des combats au nord de la Syrie, le 9 octobre dernier, plusieurs pays européens ont décidé de suspendre les exportations d'armes vers la Turquie d'où partent les troupes combattantes. L'Allemagne a justifié sa volonté de ne délivrer "aucun nouveau permis (de vente) pour tous les équipements militaires qui pourraient être utilisés en Syrie par la Turquie" en condamnant cette offensive militaire qui pourrait "déstabiliser davantage la région". Les Pays-Bas ont fait de même en incitant les autres pays européens à adopter la même ligne de conduite. Outre la Norvège et la Finlande, la France a également déclaré "suspendre tout projet d'exportation vers la Turquie de matériels de guerre susceptibles d'être employés dans le cadre de l'offensive en Syrie". Il est intéressant de lire dans les déclarations des Ministres des affaires étrangères les restrictions mises sur cet embargo d'exportations d'armes.

Il semble évident, pour l'opinion publique occidentale, qu'il est criminel de fournir du matériel militaire ou "à double usage" (qui peut être utilisé dans la marine, par exemple, mais aussi servir aux combats) à un pays qui ouvre une offensive contre un autre peuple. Pourtant, la question du commerce des armes nécessite quelques nuances. Face à une puissance lourdement équipée d'engins à "l'efficacité renforcée" (vocabulaire subtil pour parler de l'efficacité meurtrière d'un engin), il pourrait sembler judicieux de fournir du matériel de défense aux combattants attaqués. Des armes de défense qui deviendraient peut-être des armes d'attaque dans les mois suivants.

Des flux commerciaux opaques

Par ailleurs, les déclarations des quelques pays européens qui ont choisi de suspendre leurs exportations n'ont qu'une portée limitée. D'autres grands fournisseurs d'armes, comme les Etats-Unis ou la Russie, n'ont pas pris la même décision. Il se pourrait même qu'ils bénéficient d'un surcroît de commandes grâce au recul des Européens. Il reste encore une troisième possibilité pour la Turquie de recevoir du matériel fourni en partie par nos pays: même si plusieurs régions ont choisi de boycotter la vente d'armes en direction de la République d'Erdogan, cela ne concerne que le matériel spécifiquement utilisé dans ce conflit. En parallèle, des pièces détachées sont exportées vers des pays apparemment propres où elles sont assemblées avec d'autres morceaux pour devenir des chars, des fusils, etc. C'est le cas par exemple au Canada qui accepte d'exporter des véhicules blindés légers (composés de tourelles belges notamment) vers le Royaume d'Arabie saoudite. Tant que l'ensemble des pays fournisseurs ne s'alignera pas sur une même ligne de conduite, il restera des moyens de faire parvenir du matériel

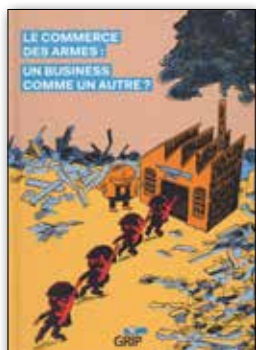


Extrait de la bande dessinée "Le commerce des armes".

militaire à des Etats qui l'utilisent pour détruire massivement des vies. Comme on le devine, ces questions de commerce d'armes ne s'inscrivent pas dans un climat de transparence. Il faut enquêter longtemps comme l'a fait #BelgianArms avec plusieurs ONG pour pouvoir déterminer "que des armes et des équipements militaires wallons sont engagés dans la guerre au Yémen, avec un risque élevé de leur utilisation dans des attaques illégales contre des populations civiles." C'est là l'autre facette de la médaille. D'un côté, les missions économiques (comme celle qui se dirigera bientôt en Chine) se clôturent par de juteux contrats qui ramènent de l'argent

et des emplois à nos régions. De l'autre côté, lorsque des décisions politiques sont prises, comme la suspension des ventes d'armes à l'Arabie saoudite décidée par la Région wallonne, les responsables syndicaux des usines d'armement sont les premiers à s'alarmer du nombre d'emplois perdus et de l'avenir de la région économique concernée. Le commerce des armes devrait, d'après ceux-ci, se faire selon les mêmes règles libérales que les autres négociations commerciales internationales. Pourtant, les matériels militaires vendus ne peuvent pas être comparés aux produits agricoles, aux fromages ou aux médicaments.

✉ Anne-Françoise de BEAUDRAP



LE DESSIN POUR PLAIDOYER

Le GRIP, le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité, a produit - et c'est une première pour eux! - une bande dessinée sur ce thème délicat du commerce des armes. Ce centre de recherche indépendant basé à Bruxelles a l'habitude de travailler sur ce dossier, mais la restitution des résultats de ce travail est généralement peu "sexy", comme le raconte Benjamin Vokar, le scénariste de cet album. En répondant à un appel à projet de la Région bruxelloise, le GRIP a pris le temps de mettre en scène cette problématique appuyée sur des chiffres et des faits précis, illustrée par le dessinateur Philippe Sadzot et son collègue Tomasz. Les trois concepteurs ont eu le talent d'y inclure quelques bulles d'humour. L'équipe du GRIP tient désormais cet album à la disposition des associations, des écoles et de toute personne intéressée par ce débat. Faire réfléchir sur l'enjeu du commerce des armes permettra peut-être d'avoir un esprit plus critique face à l'actualité économique et politique internationale.

"Le commerce des armes: un business comme un autre?", 73 pages, septembre 2019, prix: 10 euros. Infos: www.grip.org

EN BREF



FRANCE

Un frère de Taizé arrêté pour viol

La communauté œcuménique de Taizé, dans la région Bourgogne-Franche-Comté, fait face à un nouveau cas de grave abus sexuel, a-t-elle fait savoir le 18 octobre. Un frère a été placé en garde à vue suivie d'une mise en détention provisoire pour des faits présumés de viol et d'agressions sexuelles. Il a été dénoncé par une femme pour des actes qui auraient commencé il y a plus de quinze ans jusqu'à cet été.

Le 3 juin 2019, Frère Aloïs, prier de la communauté, avait déjà signalé au procureur de la République de Mâcon cinq cas d'agressions sexuelles sur mineurs. Des faits qui se seraient produits des années 1950 à 1980 et auraient été commis par trois frères de la communauté religieuse, dont deux sont aujourd'hui décédés.

La communauté, sous le choc, a déclaré par la voix de Frère Aloïs vouloir "que toute la lumière soit faite". Elle a mis en place une ligne téléphonique dédiée (+32 3 85 50 30 60) destinée à tous ceux qui souhaitent parler de cette nouvelle avec les frères. A Taizé, des psychologues extérieurs à la communauté sont également disponibles pour écouter ceux qui le désirent. Pour poursuivre ce travail de vérité, la communauté rappelle que diverses mesures ont été mises en place pour recueillir d'éventuels témoignages à l'adresse courriel suivante: protection@taize.fr.

CHILI

Emeutes mortelles et état d'urgence

L'augmentation du prix des tickets de métro aux heures de pointe est à l'origine de violentes émeutes au Chili. Un premier bilan faisait état de sept morts suite au pillage et à l'incendie d'une usine de vêtements et d'un supermarché. Le couvre-feu a été décrété dans la capitale Santiago et l'état d'urgence est en vigueur dans plusieurs régions. L'armée a dû intervenir. Si le Président a finalement fait marche arrière en suspendant la hausse prévue, les violences se sont maintenues tout le weekend. C'est en fait le modèle économique du Chili qui est aujourd'hui mis en cause par les manifestants.

Ce pays, présenté comme l'un des pays les plus stables et les plus attrayants de l'Amérique latine, est aussi celui où les inégalités de revenu sont supérieures de plus de 65% à la moyenne de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Seuls le Costa Rica et l'Afrique du Sud sont encore plus inégalitaires.